



## « Exode urbain – On vous a menti ! »

**3 questions à Frédéric Ville, journaliste spécialisé sur la ruralité, qui vient de publier un ouvrage intitulé « Exode urbain – On vous a menti ! » (Salientes Éditions), pour interpeller sur l'absence de vision des opérateurs publics face aux défis d'aménagement du territoire après la crise de la Covid.**

### Qu'est-ce qui vous a inspiré cette enquête sur la réalité ou non de l'exode urbain ?

– Pendant la pandémie de Covid-19, on a parlé d' « exode urbain » de manière exagérée : si les villes s'étaient déversées dans les campagnes, nous l'aurions tous vu ! Aussi, certaines études réalisées pour le compte du gouvernement au sortir de la crise sanitaire ont conclu qu'il y avait eu simplement une « renaissance rurale », limitée géographiquement, notamment au sud d'une ligne Saint-Malo / Genève, avec surtout une poursuite de la littoralisation et une extension de la périurbanisation engagées depuis les années 1970. Bref, cela faisait tellement de « si » et de « mais », qu'au sortir de ces études, la presse concluait qu'il n'y avait finalement pas eu d' « exode urbain ».

Mais j'avais l'intuition qu'une partie de ce discours était faussé. J'ai donc voulu analyser toutes les études démographiques et géographiques à disposition avec parfois leurs biais, et les compléter le cas échéant. Surtout, il me semblait important, de travailler sur le temps long, de savoir ce que ce mouvement était devenu aujourd'hui, de comprendre les profils et les motivations des citoyens choisissant de quitter aujourd'hui les villes et de mettre en lumière les réseaux qui les accompagnent.

### Quelles sont vos conclusions ? Quelle dynamique était selon vous réellement à l'œuvre pendant la Covid et que se passe-t-il depuis ?

– Selon l'INSEE, l'attrait des campagnes est aujourd'hui légèrement inférieur à ce qu'il était pendant le covid, mais supérieur à ce qu'il était avant. Cela me semble dû à un cadre de vie toujours attractif, à un effet télétravail qui perdure et à un effet crise économique qui pousse à rechercher du foncier moins cher. En outre, ces études continuent de travailler à partir des aires d'attraction des villes, selon lesquelles 95% de la population française est urbaine. Si l'on s'appuyait sur la grille communale de densité (définition du zonage rural de 2021), qui elle estime qu'un tiers de la population française est rurale, on conclurait alors à une renaissance rurale plus forte. Ce n'est pas qu'une bataille d'experts, cela a des impacts très concrets en aménagement du territoire.

Si certains territoires ruraux gagnent des habitants et si 81% des Français nous disent que leur idéal de vie se situe à la campagne, alors les choix d'aménagement du territoire devraient suivre. Villages d'avenir est un programme utile et judicieux, mais que pèsent ses quelques millions d'euros face par exemple aux 42 milliards du Grand Paris Express ou aux 5 milliards du plan de l'État pour Marseille ? Si des campagnes se repeuplent, pourquoi y ferme-t-on encore des maternités, hôpitaux, trésoreries, pourquoi n'y met-on pas plus de moyens pour la santé, la mobilité, etc. ? Le sujet est politique. Malheureusement, contre les faits, certains défendent encore l'idée qu'il n'y a point de salut hors des métropoles.

### Votre livre identifie aussi les profils de ces nouveaux habitants des campagnes. En quoi sont-ils révélateurs des enjeux d'aménagement auxquels sont confrontés les villages ?

– Parmi les néo-ruraux, j'ai fait des portraits aussi bien de pré-retraités et retraités que de classes populaires en quête de loyers plus abordables, ou encore de cadres hautement qualifiés alliant télétravail et mobilité depuis une métropole. On trouve aussi des personnes diplômées en quête de sens, reconverties dans des projets alternatifs : artisanat, coaching, maraîchage... Si des ruraux rechignent parfois à accueillir ces néoruraux qu'ils accusent de ne pas accepter les règles du jeu de la campagne – les odeurs, les bruits, les services nécessairement réduits... –, d'autres au contraire – élus en tête – savent s'appuyer sur le dynamisme de certains de ces néoruraux pour maintenir et créer de nouveaux services. Reconnaître ce mouvement de « renaissance rurale » à sa juste mesure, implique pour l'État d'accompagner davantage les territoires ruraux dans cette transition. ●

